



M. François HOLLANDE

Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Fg Saint Honoré
75008 Paris

Paris, le 26 juillet 2012

Objet : Préoccupations suite à la visite non annoncée du Roi Hamad bin Issa Al Khalifa du Bahreïn le 23 juillet dernier.

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons suite à votre rencontre, ce lundi 23 juillet, avec le Roi Hamad bin Issa Al Khalifa du Bahreïn. Cette visite n'a pas été annoncée sur le site internet de l'Elysée et aucune déclaration officielle n'a été diffusée par votre cabinet à l'issue de cette réunion. Il semble par ailleurs que les médias n'aient pas davantage été informés de cette rencontre.

Nous sommes préoccupés par le caractère quasi-secret de cette rencontre et nous nous demandons si cela traduit une intention de ne pas commenter la dégradation et la gravité de la situation actuelle des droits de l'Homme au Bahreïn. Nous étions informés de la possible venue en France du roi Al Khalifa et de la réflexion menée au sein de votre cabinet sur la réponse à donner à cette demande de rencontre.

Cette visite aurait pu être l'occasion d'exprimer publiquement, ainsi que directement au Roi Al Khalifa, les préoccupations de la France à propos de la situation des droits humains au Bahreïn. Le gouvernement de Bahreïn assure pour sa part, comme vous le savez, n'avoir reçu que des éloges pour les réformes politiques qu'il prétend avoir entreprises.

Nous nous demandons si le silence autour de cette visite témoigne d'un embarras politique de votre part - gêne qui pourrait être justifiée compte tenu de la poursuite de la répression menée par la famille régnante au Bahreïn, dont les forces de sécurité ont bénéficié par le passé de formations et d'assistance de la part de la France. À cet égard, l'annonce, telle que relayée par l'Agence de presse du Bahreïn, selon laquelle la coopération militaire bilatérale serait consolidée, nous préoccupe grandement.

Les organisations signataires vous sollicitent afin qu'une déclaration soit publiée précisant la position exprimée par la France lors de la rencontre avec le Roi Al Khalifa. Nos organisations vous appellent également à indiquer clairement que la France déplore l'échec du Bahreïn dans la mise en œuvre de recommandations les plus importantes de la Commission d'enquête indépendante du Bahreïn, à savoir la libération des personnes emprisonnées pour l'unique exercice de leurs droits à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique, et la traduction en justice des hauts responsables impliqués dans des cas de torture et autres graves violations des droits humains.

Nous espérons que ce message sera pris en considération,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Jean-Marie Fardeau
Directeur France
Human Rights Watch

Souhayr Belhassen
Présidente
FIDH- Fédération Internationale des Ligues
des Droits de l'Homme

Geneviève Garrigos
Présidente
Amnesty international France

Olivier Basille
Directeur Général
Reporters Sans Frontières

Pierre Tartakowsky
Président
Ligue des droits de l'Homme

François Walter
Président
ACAT
Action des Chrétiens pour l'Abolition de la
Torture